SEANCE ORDINAIRE DU 29 FEVRIER 2016

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du CR du 07 Janvier 2016.
2. Urbanisme :
 - aménagement traversée d'Ehl
 - accessibilité des bâtiments, travaux de marquage
 - chapelle Saint Materne : devis garde corps
 - modification du PLU
 - panneaux photovoltaïque : maintenance
3. Conseil départemental du Bas-Rhin : avenant à la convention en matière d'instruction des demandes d'autorisation au titre du droit au sol pour l'année 2015
4. EPF : acquisition d'un bien par la commune suite au portage foncier effectué par EPF Alsace
5. AFUA :
 - autorisation pour signature des actes administratifs (terrain FLORES)
 - désignation du membre de la commission d'appel d'offre, groupement de commandes entre la commune et l'AFUA Mittelfeld
6. Local CPI : affectation périscolaire
7. « Je veux un hôpital à Sélestat » : soutien-adhésion
8. Comité National d'Action Sociale : désignation du délégué du personnel
9. Commission Action Sociale : désignation des membres
10. Commission culturelle :
 - maisons fleuries
 - demandes de subvention
 - divers
11. Finances : départ en retraite-cadeaux
12. Divers

Secrétaire de séance : Nathalie JACQUEMIN

Membres présents : Denis SCHULTZ, Jean-Paul BRUGGER, Anny RIEGEL-SUR, Pierre SCHNEIDER, Maurice WEIBEL, Stéphanie BOEHRER-KINTZ, Jean-François MAILLOT, Nathalie JACQUEMIN, Laurent REINHOLD, Gwendoline HURSTEL, Luc SCHIMPF .

Membres excusés :

**Fabienne TUSSING, procuration à Denis SCHULTZ.
Martine WALTER, procuration à Luc SCHIMPF
Bruno KIENNERT, procuration à Pierre SCHNEIDER
Amandine FAUVET, sans procuration**

Point de l'ordre du jour N° 1.

Objet : Approbation du compte-rendus du 7 janvier 2016.

Le procès verbal est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 2.

Objet : Urbanisme

- aménagement de la traversée d'Ehl

Après avoir examiné le plan de l'aménagement de la traversée d'Ehl, proposé par AFT et retravaillé par Dominique Erhard, responsable technique de la Ville de Benfeld, agissant en tant que maître d'œuvre, **la commission urbanisme propose** au Conseil Municipal de retenir le projet. Le devis estimatif des travaux se répartit comme suit :

	en €/HT
•voirie :	71 429
•assainissement :	14 740
•éclairage public :	23 908
•téléphone :	4 097
•fibre :	7 041
•signalisation :	2 800
•orange étude et câblage :	3 200
• SPS :	1 400
TOTAL €/HT :	128 615€

Le Maire propose le plan de financement suivant :

<u>Recettes :</u>	HT
Commune :	47 134,05 €
Subvention DETR :	34 347,95 €
Voirie (35 %)	25 000,15 €
Signalisation (35%)	980,00 €
Eclairage public (35%)	8 367,80 €
Fonds de concours COCOBEN	47 133,00 €
TOTAL	128 615,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- **d'adopter** le projet tel que présenté et le devis estimatif des travaux
- **d'autoriser** le Maire à demander la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux
- **d'autoriser** le Maire à demander le fonds de concours auprès de la COCOBEN
- **d'approuver** le plan de financement ci-dessus détaillé.

Adopté à l'unanimité

- accessibilité des bâtiments, travaux de marquage

Jean-Paul Brugger, adjoint, présente le devis établi à partir des préconisations du diagnostic et des engagements de l'agenda d'accessibilité pour 2016. Le devis concerne l'école élémentaire, l'école maternelle et l'église avec pour l'essentiel la mise en conformité des escaliers.

La commission examine le devis Link Access :

- pour les deux écoles : 2 095, 00 € HT
- pour l'église : 1 930, 00 € HT

Sur proposition de la commission urbanisme, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter les devis de la Société Link Access – 34 rue Jacobi-Netter- 67200 Strasbourg pour un montant total de 2 095,00 €/HT soit 2 514,00 €/TTC pour les deux écoles et de 1 930,00€/HT soit 2 316,00 €/TTC pour l'église. Les travaux devront être effectués en juillet-août 2016.

Adopté à l'unanimité

- chapelle Saint Materne : devis garde corps

La commune examine le devis SEMAK : 3 410 € HT avec un soubassement tôle, sans soubassement une moins-value de 180 € est possible mais l'installation ne sera plus aux normes...
Le Conseil décide de mettre le projet en attente.

- modification du PLU

Le Conseil décide charger Jean-Paul Brugger pour prendre attache avec l'ATIP afin d'envisager la modification du PLU. Il s'agit de réfléchir avec la commission urbanisme à la modification de certaines règles du PLU concernant notamment places de parking, un emplacement réservé, le zonage ou la densification en zone U.

- panneaux photovoltaïque : maintenance

Devis pour la maintenance électrique des panneaux photovoltaïques de l'école maternelle :

Deux propositions ont été examinées en commission urbanisme :

- La Société ENGIE INEO : 450 € HT pour le contrôle annuel. Taux horaires : pour un monteur 57,00 €/ HT et pour un technicien 70,00 €/HT avec un forfait de déplacement prise en charge de 80,00 €/HT.

- La société SOVEC, recommandée par ECOTRAL :

- pour l'état des lieux : 1094,02 €
- pour la maintenance annuelle : 1 484,16 €
- TOTAL HT : 2 578,18 €

La commission urbanisme propose au Conseil d'adopter le devis ENGIE INEO pour un montant de 450 € HT

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter le devis de la Société ENGIE INEO – 4 Impasse A. Imbs- 67810 Holtzheim - pour un montant total de 450,00 €/HT soit 540,00 €/TTC pour le contrôle annuel ainsi que les taux horaires pour un monteur de 57,00 €/HT et pour un technicien de 70,00 €/HT avec un forfait de déplacement prise en charge de 80,00 €/HT.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 3.

Objet : Conseil départemental du Bas-Rhin : avenant à la convention en matière d'instruction des demandes d'autorisation au titre du droit au sol pour l'année 2015

Le Maire rappelle que nous avons une convention avec le Conseil Départemental en matière d'instruction des demandes d'autorisation au titre du droits des sols et que nous aurions dû signer un avenant relatif aux modifications des conditions d'intervention. Il propose l'avenant à la convention suivant :

ENTRE

Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental, agissant en vertu d'une délibération de la Commission Permanente en date du 2 novembre 2009.

ET

La commune de Sand, représentée par son Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mars 2014.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

- Vu** les missions confiées au Service Départemental d'Aménagement et d'Urbanisme par le Conseil Général dans sa délibération du 17 janvier 1984,
- Vu** la convention établie entre le Conseil Général et la commune de Sand,
- Vu** les nouvelles modalités d'intervention fixées par le Conseil Général dans ses délibérations du 22 juin 2009, 22 octobre 2012 et 26 mai 2014.

Article unique

La convention établie entre le Conseil Général et la commune est ainsi modifiée :

A compter du 1^{er} janvier 2015, le concours apporté par le Département du Bas-Rhin donne lieu, conformément aux dispositions arrêtées par le Conseil Général dans sa délibération du 26 mai 2014, à une redevance fixée à 2 € par habitant et par an. Le nombre d'habitants pris en considération pour le montant de la redevance de l'année N est le nombre du dernier recensement connu à la date du 1^{er} janvier de l'année N (recensement population totale).

En cas de service rendu sur une partie de l'année uniquement, le montant de la redevance sera calculé au prorata de l'année ayant effectivement fait l'objet du service.

Le montant de la redevance est susceptible d'évoluer en fonction du coût du service rendu.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **d'autoriser** le Maire à signer la convention telle que présentée et tous les documents y afférents.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 4.

Objet : EPF : acquisition d'un bien par la commune suite au portage foncier effectué par EPF Alsace

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5 février 2014, portant acceptation des modalités d'intervention et de portage de l'EPF d'Alsace pour l'acquisition du bien suivant :

Section	N° cadastral	Lieudit-Adresse	Surface
B	1328/37	Mittelfeld hinter dem Dorf	13,00 ares

Vu la convention de portage foncier signée en date du 26 février 2014, entre la Commune et l'EPF d'Alsace, fixant les modalités d'intervention, de portage et de restitution du bien ;

Vu l'acte d'acquisition par l'EPF d'Alsace en date du 24 avril 2014 ;

Vu l'arrivée du terme de la convention le 25 février 2018 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** de procéder à l'acquisition par anticipation de la parcelle cadastrée section B n°1328/37 à l'EPF d'Alsace, d'une emprise foncière de 13 ares, afin de pouvoir disposer du foncier nécessaire au projet de réalisation d'équipement publics ;
- **ACCEPTE** qu'un acte soit établi au prix global de 92.667,90 € (quatre-vingt-douze mille six cent soixante-sept euros et quatre-vingt-dix centimes) au profit de la Commune ;
- **S'ENGAGE** à rembourser les frais annexes et à régler les frais de portages de l'EPF d'Alsace courants entre la date de signature de l'acte d'acquisition et la date de signature de l'acte de cession ;
- **S'ENGAGE** à porter les crédits nécessaires au budget communal ;
- **AUTORISE** l'EPF d'Alsace à rédiger un acte de vente en la forme administrative ;
- **CHARGE et AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 5.

Objet : Achat Terrain FLORES – Section B – Parcelle N°1303

- autorisation pour signature des actes administratifs (terrain FLORES)

Le Maire rappelle que l'assemblée avait donné son accord le 1^{er} juillet 2015 pour l'achat du terrain Section B parcelle N°1303 pour 4,3 ares à Madame FLORES Françoise et autorisé le Maire à établir et signer l'acte administratif et tous les documents y afférents. Il informe que nous aurions dû désigner un membre du conseil municipal pour la signature de l'acte et propose Monsieur Jean-Paul BRUGGER pour signer l'acte à posteriori.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Jean-Paul BRUGGER pour la signature de l'acte administratifs à posteriori et **AUTORISE** le Maire à authentifier l'acte et tous les documents y afférents.

Adopté à l'unanimité

- Objet : désignation du membre de la commission d'appel d'offre, groupement de commandes entre la commune et l'AFUA Mittelfeld

Le Maire rappelle que l'assemblée, lors de la séance du 7 janvier dernier, avait décidé d'adopter le cahier des charges et autoriser le Maire à lancer les consultations dans le cadre d'un groupement de commande avec l'AFUA de Mittelfeld. Il fallait aussi désigner le membres de commission d'appel d'offre, groupement de commandes entre la commune et l'AFUA Mittelfeld et propose Monsieur Laurent REINHOLD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DESIGNE Monsieur Laurent REINHOLD comme membre de la commission d'appel d'offre, groupement de commandes entre la commune et l'AFUA Mittelfeld.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 6.

Objet : Local CPI : affectation périscolaire

Vu les explications du Maire concernant la transformation du garage du CPI afin de recevoir correctement le périscolaire,

Vu la délibération du 2 novembre 2015, concernant la mise en superposition d'affectation des locaux communaux,

Le Maire propose d'affecter le garage du CPI pour le périscolaire avec effet au 1^{er} septembre 2015.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE ce changement d'affectation.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 7.

Objet : « Je veux un hôpital à Sélestat » : soutien-adhésion

MOTION

Soutien au Centre Hospitalier de Sélestat

Nous voulons un Hôpital à Sélestat

Les citoyens, les élus, les personnels et leurs représentants, la communauté médicale se mobilisent pour défendre et moderniser le Centre Hospitalier de Sélestat.

En faisant le choix d'une politique d'austérité, le gouvernement porte atteinte à la santé et aux territoires.

L'hôpital public est dans une logique trop gestionnaire. Des restructurations sont nécessaires, mais sur d'autres critères que ceux de la rentabilité. Il faut garantir chacun et chacune contre les accidents de la vie, accompagner les malades, prendre en compte le parcours social de chaque patient. Nous devons tous être soignés selon nos besoins !

Défendre le maintien et la modernisation d'un service public de proximité et de qualité relève d'un enjeu de justice sociale pour l'ensemble de nos populations d'Alsace Centrale, ce bassin de 180 000 habitants, où travaillent autant de personnes que celles qui y habitent : il faut arrêter de parler des proximités de Colmar ou Strasbourg, ou de modélisation sur le territoire français – la densité de population sur notre territoire est double par rapport au reste de la France !

Nous voulons un Hôpital à Sélestat :

- Le 30 avril 2016 pour la fin de la Réanimation n'est pas un délai raisonnable et ne peut pas être définitif – le manque de médecin ne peut être une excuse pour fermer un service : **cette date ne peut pas être un couperet !**
- Donnons **du temps pour construire ensemble** un projet adapté prenant en compte le malade, la couverture médicale, l'activité des services et les nécessaires restrictions économiques
- Pour le maintien et le développement d'un service hospitalier public de proximité et de qualité à Sélestat ayons des demandes raisonnables mais indispensables, soit **8 lits d'Unité de Surveillance Continue (USC) et 10 lits d'Unité d'Hospitalisation de Courte Durée (UHCD) en deux services bien distincts.**
- Demandons **un service d'accueil des Urgences mieux organisé** : Sélestat est un grand pôle Urgences reconnu (33 000 passages par an), mais pour que les Urgences soient pérennes, il faut des spécialités derrière.
- Enfin, exigeons **une véritable coopération à double sens** avec les hôpitaux du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) et ce **au sein d'un Contrat Local de Santé** à construire pour notre territoire d'Alsace Centrale.

Arrêtons de dénaturer l'Hôpital de Sélestat et, années après années, d'y donner des coups de griffes : réduire les activités, amputer des pans entiers consistent à accroître le déficit et une mauvaise image !

Il en est de même pour tout ce qui entoure ce Centre Hospitalier à commencer par notre Ecole d'Infirmière (IFSI du Centre Hospitalier de Sélestat) qui doit exister et se développer !

Ce message doit être entendu si l'Agence Régionale de Santé (ARS), les planificateurs, veulent réellement ménager un établissement de proximité en anticipant les situations de rupture, il faut entendre les besoins raisonnables de la communauté hospitalière et de la population !

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir délibéré

VU

le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2121-29

**REAFFIRME
SOLENNELLEMENT**

sa volonté de voir maintenir le Centre Hospitalier de Sélestat comme un hôpital de proximité avec une offre sécurisée de soins diversifiés de qualité.

DIT

que la présente motion sera transmise à :

- Madame la Ministre des affaires sociales, de la santé et des Droits des femmes
- Monsieur le Préfet de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
- Monsieur le Député de la circonscription de Sélestat,
- Monsieur le Président de la Région Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin,
- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat - Erstein
- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
- Madame la Directrice Générale déléguée de l'Agence Régionale de Santé Alsace Champagne-Ardenne Lorraine
- Monsieur le Président de l'Association des Maires du Bas-Rhin,

DONNE

pouvoir au Maire afin de poursuivre l'exécution de la présente motion

Adopté par 12 (douze) voix pour et 2 (deux) contre (Nathalie JAQUEMIN et Gwendoline HURSTEL)

Point de l'ordre du jour N° 8.

Objet : Comité National d'Action Sociale : désignation du délégué du personnel

Vu la délibération du 04 avril 2014,

Vu le départ en retraite de Mme Simone FUND au 1^{er} avril 2016

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DESIGNE comme délégué du personnel, M. Hubert GOERGER à compter du 1^{er} avril 2016 en remplacement de Mme Simone FUND.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 9.

Objet : Commission Action Sociale : désignation des membres

Le Maire rappelle à l'assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2016, la commune de Sand n'a plus de CCAS et propose la constitution d'une commission d'Action Sociale.

Rapporteur : RIEGEL-SUR Anny

Membres : TUSSING Fabienne, WALTER Martine,
 JACQUEMIN Nathalie, REINHOLD Laurent,
 KLEIBER Paula, BRUGGER Josette,
 SCHULTZ Pierrette, MELIN Sylvie.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 10.

Objet : Commission culturelle :

- maisons fleuries

Pour 2015, la commission propose de primer 20 maison fleuries (dont 3 avec des scores égaux) et un balcon fleuri sur les 34 maisons et 2 balcons notés par le jury pour un budget de 700 € suivant la répartition ci-dessous :

RANG	Moyenne	Prix
BALCONS FLEURIS		
1	11,38	20
MAISONS FLEURIES		
1	18,00	70
2	17,13	60
3	15,13	50
4	15,00	40
5	14,00	40
6	13,88	40
6	13,88	40
7	13,75	40
8	13,63	30
9	13,00	30
10	12,25	30
11	12,13	30
11	12,13	30
12	12,00	30
13	11,63	20
14	10,88	20
15	10,75	20
16	10,63	20
16	10,63	20
17	10,38	20
	Budget total	700
	Hors concours 2015	
	une plante	

Adopté à l'unanimité

- demandes de subvention

● Mme Célia KASDEPKA - Projet Wolofonie 2016

Une demande de subvention a été faite par Mme Célia KASDEPKA, jeune sandoise de 21 ans, étudiante en orthophonie, pour un projet humanitaire au Sénégal. Cette dernière participe au projet Wolofonie 2016 qui a pour but de favoriser l'intégration des personnes en situation d'handicap communicationnel au Sénégal.

La commission propose au conseil d'accorder une subvention de 200 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention de 200 € à Mme Célia KASDEPKA pour le projet et lui demande en contrepartie un compte rendu technique et financier de sa mission ainsi qu'un article à mettre en fin d'année dans le bulletin municipal.

Adopté à l'unanimité

● Collège Saint Joseph de Matzenheim -Séjour linguistique et pédagogique à Berlin

Une demande de subvention a été faite par le Collège Saint Joseph de Matzenheim concernant un séjour linguistique et pédagogique à Berlin (classe de 3ème) pour 7 enfants de notre commune du 24 avril au 29 avril 2016 inclus.

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'octroyer une subvention de **245€** soit 35 € par enfants de la commune de Sand participant à ce voyage scolaire :

- GOULOIS Kilian
- HAEGI Gaétan
- HOLZINGER Thomas
- ROSSE Jean-François
- SCHMITT Maxime
- SCHMITT Yann
- SCHNEIDER Antoine

Adopté par 13 (treize) voix pour et une (une) abstention (Pierre SCHNEIDER).

Point de l'ordre du jour N° 11.

Objet : Finances : départ en retraite-cadeaux

Le Maire rappelle à l'assemblée que Mme Sylvia MUNCK a fait valoir ses droits à la retraite retraite depuis le 1^{er} octobre 2015 et que Mme Simone FUND le sera au 1^{er} avril 2016. Il propose un cadeau de départ pour une valeur de 130 € pour chacune.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DONNE son accord pour les cadeaux pour les départs en retraite d'une valeur de 130 € par retraitée.

Adopté à l'unanimité

Point de l'ordre du jour N° 12.

Objet : Divers

- Le produit de la vente de bois se monte à 11 298 €, vente des grumes compris. Mais le Maire estime que les coupes ont été trop importantes, expliquant, avec la baisse du coût de l'énergie, les prix bas obtenu lors de la vente aux enchères. Il faudra limiter les coupes dans les années à venir.
- Oschterputz le 2 avril 2016
- Spiess- installation de recyclage de matériaux de construction et de travaux publics en face du plan d'eau de Benfeld : cette installation est génératrice de trafic routier poids lourds supplémentaire dans la commune).
- Des stationnements gênants dans le virage rue du Général Leclerc en face de la mairie créent des problèmes de visibilité. Le Maire se propose de convoquer les propriétaires des véhicules.
- Le prochain conseil devrait avoir lieu, sauf imprévu, le 11 avril 2016 à 20h.

Le conseil municipal est clos à 22h25.